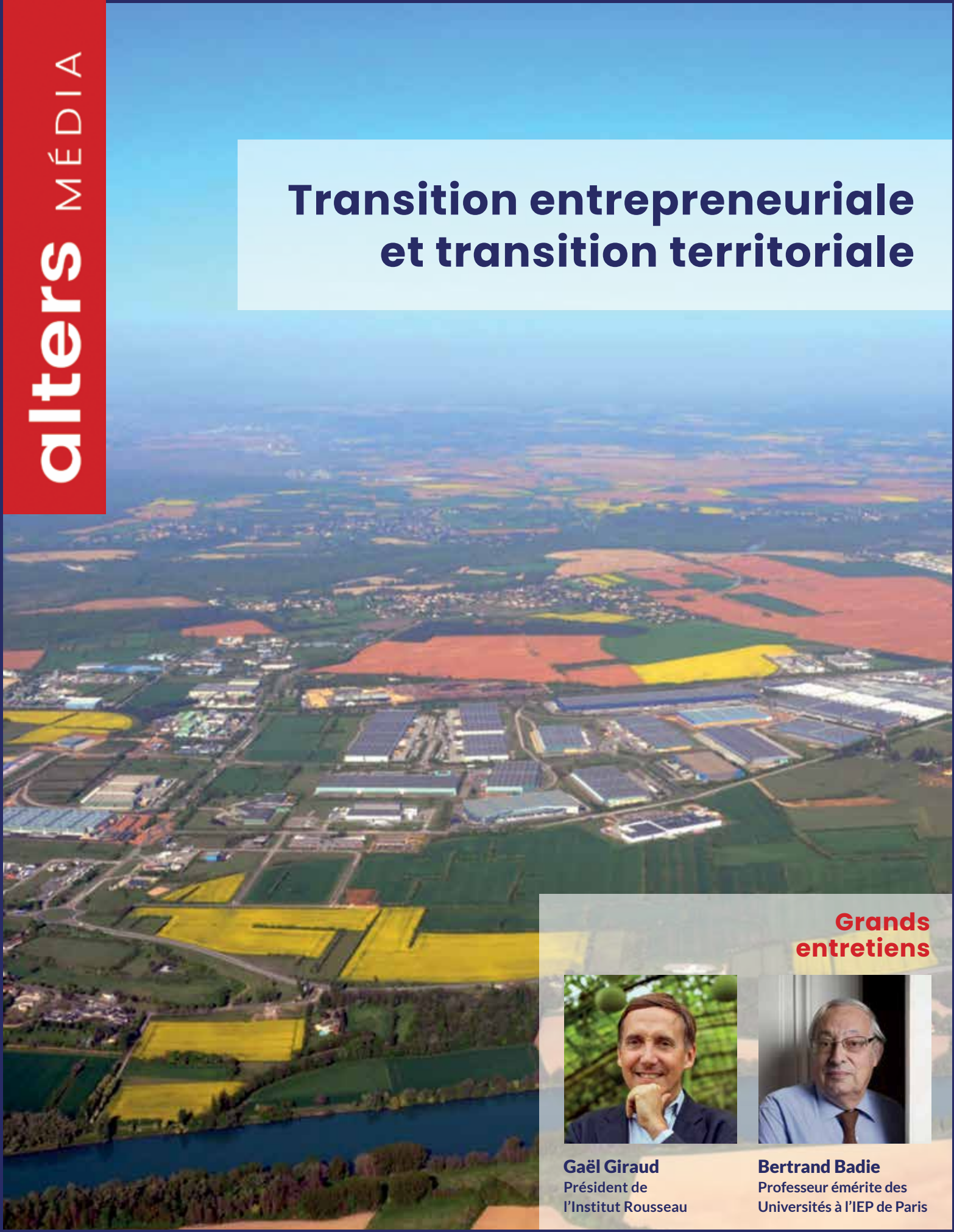


Transition entrepreneuriale et transition territoriale



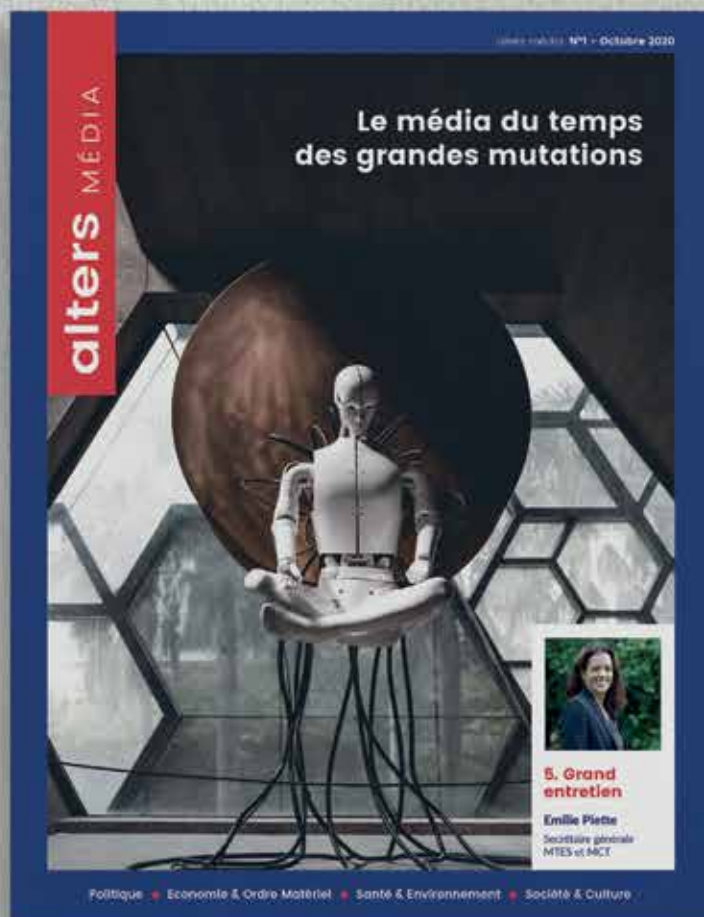
Grands entretiens



Gaël Giraud
Président de
l'Institut Rousseau



Bertrand Badie
Professeur émérite des
Universités à l'IEP de Paris



Votre abonnement intégral !

Papier & Numérique

TOUTES NOS OFFRES SUR ALTERS-MEDIA.COM

Alters Média est édité
par la maison d'édition indépendante,
ALTERS ÉDITIONS
6, rue d'Armaillé,
75017 Paris

**Président Alters Éditions et
Directeur de la Publication :**
Jean-Claude FONTANIVE

**Associé Alters Éditions et
Rédacteur en chef :**
Didier RACINÉ

Associé Alters Éditions :
Jean TILLINAC

Comité de Rédaction :
Christine DUGOIN-CLÉMENT,
Myriam MERAD,
Christian DESPRÉS,
Régis THÉPOT,
Philippe CLERC,
Sébastien MAIRE,
Charles HUOT,
Louis-Rémy PINAULT,
Karim SELOUANE

Assistante de Rédaction :
Rebecca RACINE

Réalisation graphique :
Micrografix

Site Internet :
<http://alters-media.fr>

**Abonnement, vente,
publicités, contacts :**
contact@alters-media.com
et **Didier Raciné**, 06 84 35 41 40
didier.racine.pro@gmail.com

Impression :
Rotimpres Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 AIGUAVIVA (Girona)

N° de la Commission paritaire :
1222D94412

ISSN 2741-5945

Dépôt légal :
Janvier 2022

Abonnement

Le bulletin d'abonnement
est en 3^e de couverture



Le virus et le CO₂

« Comment le monde entrepreneurial doit-il se transformer ? Comment le monde territorial doit-il penser son rôle dans ce contexte ? »

« Les questions des transitions entrepreneuriales, mais aussi territoriales sont et seront les facteurs clés de la transformation de l’habitabilité du monde. »

Alors que 2022 commence, la marée du virus, pour la troisième année consécutive, impose son tempo à la planète entière. En parallèle, tout aussi invisible, la molécule de CO₂ continue de s’accumuler dans l’atmosphère, de bouleverser de façon irréversible le climat et les conditions mêmes des vies (humaines ou non) sur Terre.

Que nous disent ces phénomènes sur notre futur, sur les enjeux à relever, sur la nature des luttes en cours, le plus souvent invisibles, mais profondément transformatrices car touchant aux conditions mêmes de la vie ? C’est à ce sujet qu’est consacré ce N°5 de la revue : quelle planète voulons-nous habiter et que faire pour cela ? Comment orienter nos luttes ? Quelles sont les vraies questions engageant notre destin ? Où atterrir, pour reprendre le terme de Bruno Latour ?

2022 est l’année de l’élection présidentielle en France, celle d’une présidence française du Conseil de l’Europe : malheureusement, on n’y débat nulle part de ces points centraux. C’est pourquoi le N° 5

- S’ouvre sur diverses interviews dont deux grands entretiens engageant ce débat de fond
- Et pose deux questions majeures : comment le monde entrepreneurial doit-il se transformer ? Comment le monde territorial doit-il penser son rôle dans ce contexte ?

Le débat est ouvert par :

- Gaël Giraud, qui cherche à penser les conditions pour la construction d’un imaginaire commun, face à ces menaces diffuses et présente diverses propositions liées au travail, à l’entreprise, au territoire, à la croissance...
- Bertrand Badie, qui renouvelle les réflexions sur les conflits et relations internationaux en cette

période de risques et de crises mondialisées, où les questions sociales, climatiques constituent le socle et finalement le moteur du changement.

Les questions des transitions entrepreneuriales, mais aussi territoriales sont et seront les facteurs clés de la transformation de l’habitabilité du monde : pratiquement jamais évoquées, elles sont au cœur de ce N°.

Le système guidé par la production et l’économisation du monde est à juste titre mise en cause comme facteurs de destruction de l’habitat sur la planète ; l’entreprise dont la seule vocation serait de faire du profit est de plus en plus condamnée.

Mais, entreprendre, ce n’est pas produire pour produire, pousser à consommer pour consommer ; ce n’est pas détruire le lien social, mais cela devrait être au contraire chercher à le construire, à engendrer les conditions de la vie sur Terre !

La transformation sociale passera nécessairement par la transformation de l’entrepreneuriat :

« Entreprendre, ce n’est pas produire pour produire, mais au contraire à engendrer les conditions de la vie sur Terre ! »

les travaux menés par de nombreux acteurs pour explorer ces nouvelles voies, les témoignages de chefs d’entreprise engagées dans cette profonde évolution de l’entrepreneuriat sont ici présentés. Citons les travaux du Cabinet Prophyl menés par Geneviève Ferone Creuset sur la post-croissance et ceux menés par Alters sur ces sujets.

Mais les entreprises isolées pourront elles faire suffisamment évoluer leurs modèles, raisons d’être, missions sociales, gouvernance... pour faire basculer le système global dans un fonctionnement plus sain ? Évidemment non ! Des entreprises pionnières ouvrent la voie, produisent des exemples... La crise du COVID et l’évolution des bouleversements climatiques (le virus et le CO₂) poussent certes, et pousseront de plus en plus de chefs d’entreprises à prendre conscience de la nécessité de changer de modèle. Mais une action systémique est aussi nécessaire, indispensable même : les territoires doivent et peuvent y contribuer.

Mais comment générer un mouvement collectif et massif ? Le « Mémo sur la Nouvelle classe écologique » publié par Bruno Latour apporte des réponses. Nous renvoyons à l’analyse qui en est faite dans la rubrique Vie de la Communauté de ce N°.

■ Didier Raciné
Rédacteur en Chef d’Alters Média



1. Éditorial

1. Didier Raciné
Le virus et le CO₂

4. Vie de la Communauté

4. Didier Raciné
Une terre habitable !

6. Grands Entretiens

6. Gaël Giraud
Penser le danger pour que se constitue l'imaginaire de la survie !

10. Bertrand Badie
La grammaire de la sécurité internationale à l'heure de la mondialisation

16. Approche Globale & Stratégique

18. Elisabeth Grosdhomme
Face à la globalité des transformations en cours
Comment adapter notre conduite des changements à mener ?

22. Pascal Berteaud
Le positionnement du Cerema entre stratégie et technique
Habitabilité des territoires et mutation du régime climatique

25. Pierre Calame
À la racine des grandes mutations actuelles
Propositions pour les élections Présidentielles et Législatives

28. Jean-Louis Levet
Grands fonds marins et ressources minérales
La stratégie nationale d'exploration et d'exploitation est-elle appropriée ?

33. Armel Prieur
Le compte carbone individuel
Comment conduire le processus vers la neutralité carbone ?

36. Didier Chaudet
Vu d'Asie n°3
Pourquoi la France ne doit pas oublier l'Afghanistan

40. Économie & Ordre Matériel

42. Geneviève Ferone Creuzet
Pas de transition écologique, sans transition entrepreneuriale !

46. Christophe Sempels
Le débat croissance-décroissance est piégeux !
Construire un nouvel imaginaire au centre de notre vie moderne !

49. Christophe Sempels
Construire un nouvel imaginaire entrepreneurial !
Le rôle des entreprises, des écosystèmes coopératifs et des territoires

52. Sylvain Breuzard
Entreprise post-croissance
Un exemple, un cadre de développement et un courant de pensée

56. Jacques Igalens
Agir avant qu'il ne soit trop tard !
Les entreprises doivent prendre leurs responsabilités !

60. Antoine Cros et Nathalie Cros
Une entreprise familiale de 250 ans bâtie par 7 générations devient entreprise à mission
Une autre idée de l'entreprise !

64. Jérémie Ballarin
Wanted Community : une communauté d'entraide et de confiance



66. Sarah Chouraqui

L'aliment ne se gaspille pas !
Il suffit d'en organiser le partage à l'échelle du territoire !

68. Hélène Valade

Le secteur du luxe et l'environnement
Des rapports renouvelés avec la nature !
Des leçons à tirer !

72. Anaïs Voy-Gillis

La renaissance industrielle et la révolution sociale en cours

75. Emmanuel Rauzier

Le pilotage de la transition écologique
Un scénario de maîtrise des empreintes CO₂, matière et environnementales

78. Jean-Laurent Granier

Second volet du Grand Entretien du PDG de Generali France d'Octobre 2021
L'assurance face aux risques numériques

80. Valeria Faure-Muntian

Cyberattaques et des manipulations des réseaux sociaux
Comment protéger les internautes ?

83. Christophe Geissler et William Maréchal

Plongée dans la recherche en IA
Du besoin de cultiver une réflexion sur ses usages

86. Émilie Legoff

L'innovation, la technologie et le développement territorial

88. Nature, Santé & Environnement

90. Éric Nottez

La SNAM à Decazeville, un exemple de performance globale (2)
Capital humain et lien avec le territoire

93. Audrey Le Bars

Le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes
Laboratoire vivant de relations mutuellement gagnantes territoire industrie

96. Benoît de Guillebon

La résilience des territoires : le cas du bassin de Lacq
Entre anticipation, ressources locales et travail collectif

98. Mohamed Gnabaly

L'Île-Saint-Denis
La grande richesse du projet d'une ville pauvre

102. Société, Travail & Culture

104. Camille de Toledo

« Le fleuve qui voulait écrire »
Ou comment la société peut-elle protéger la nature qui la fait vivre ?

107. Pauline Grosjean

Inégalités hommes-femmes
Remettre en cause les normes culturelles « explicatives et justificatives »

Vu d'Asie n°3

Pourquoi la France ne doit pas oublier l'Afghanistan

- DIDIER CHAUDET -

En Afghanistan, la menace de l'État Islamique (très réelle), les enjeux migratoires (probables à terme), la situation géostratégique du pays (liés aux rivalités internationales de plus en plus vives) et bien sûr les questions humanitaires sont des enjeux majeurs pour la France et l'Europe. C'est pourquoi la situation en Afghanistan nécessiterait un grand débat. Que nous commençons à alimenter par cet article de Didier Chaudet.

« La question migratoire, les dangers sécuritaires transnationaux, les conséquences de la compétition, de plus en plus dure, entre grandes puissances, sont autant de questions qui concernent également tous les Européens. »



Didier Chaudet

Consultant indépendant, rattaché à l'IFEAC (Institut Français d'Études sur l'Asie centrale) et au CAPE (www.capeurope.eu)

Soyons clairs dès le départ : pas de surutilisation du pathos dans cet article. Pas de couplet sur la nécessité de défendre « la-femme-afghane-opprimée ». Pas d'exhortation à une « responsabilité » particulière de la France.

Ce discours a été décrédibilisé. Il a empêché toute critique des failles du régime précédent : sa corruption, qui a fait disparaître une partie non négligeable de l'argent nécessaire au développement économique du monde rural ; sa mauvaise gouvernance, qui lui a aliéné de plus en plus de provinciaux, de plus en plus de jeunes, pendant que les élites politiques, à Kaboul, s'enrichissaient (et préparaient leur exil doré, à Dubaï ou aux États-Unis). Et si défendre l'égalité femmes-hommes partout est une question de bon sens, on s'étonnera que l'émotion de certains se limite au sort de la femme afghane, oubliant des femmes en situation non moins difficile ailleurs, des Rohingyas aux Saoudiennes. Derrière la rhétorique de l'engagement humaniste, il y avait trop souvent du cynisme, de l'opportunisme, ou une ignorance crasse des réalités afghanes.

Certes, dans une vision de l'Afghanistan plus ancrée dans les réalités du terrain, ce pays n'est pas au cœur des priorités françaises. On l'a évoqué dans le précédent billet « Vu d'Asie » : avant de vouloir peser sur les destinées asiatiques, la France a intérêt à s'investir d'abord en Europe et en Méditerranée, une logique rationnelle pour une puissance moyenne, qui doit

donner la priorité à son voisinage immédiat. Malgré tout, si on suit une définition rigoureuse de ce qui doit motiver la diplomatie d'un État important, même avec des moyens limités, alors, le futur de Kaboul ne devrait pas laisser Paris indifférent.

Objectifs de la politique étrangère française : une approche générale

La responsabilité de la diplomatie française est triple :

- défendre les intérêts français, à tous les niveaux : c'est la logique même de l'État tel qu'il a toujours existé ; avant de défendre des idées, l'État français doit assurer la sécurité du territoire, et de ses citoyens, ainsi que de protéger leurs capacités de prospérer ;

- défendre la sécurité et la stabilité européennes, qui est aussi la nôtre, surtout dans le cadre de notre association à l'Union européenne. Certains peuvent rejeter l'idée par euroscepticisme, mais la réalité aujourd'hui, c'est que la France fait partie de l'UE, quoi qu'on en pense ; et qu'elle est même, plus encore après le « Brexit », un pilier de cette Union. Par ailleurs, la question migratoire, les dangers sécuritaires transnationaux, les conséquences de la compétition, de plus en plus dure, entre grandes puissances, sont autant de questions qui concernent également tous les Européens ;

- et, tant que cela ne heurte pas ces deux premiers points, défendre des grands principes qui sont des questions de bon sens pour l'avenir de l'humanité (la lutte contre la pollution, le réchauffement climatique,



« La priorité de la France, et des autres pays européens, devrait être avant tout d'empêcher que cette menace djihadiste ne se matérialise. »

etc.) ou son amélioration (démocratie, droits de l'Homme, État de droit, etc.). Même si ce troisième point n'est pas sans importance, il est impératif qu'il ne fasse pas oublier l'importance des deux premiers : chaque fois qu'un État occidental a commis cette erreur (en Irak, en Afghanistan, en Libye), le coût a été sévère.

Avec cette définition des objectifs de la diplomatie française en tête, on perçoit vite pourquoi l'engagement français en Afghanistan ne peut pas totalement disparaître.

Un danger sécuritaire non négligeable : Daech en Afghanistan

Si on prend en compte la question des valeurs, c'est l'honneur de la France que d'ouvrir ses portes au moins à certains Afghans. On pense par exemple aux Hazaras, des chiites qui peuvent légitimement se sentir en danger entre des Taliban qui leur ont été hostiles par le passé, et les djihadistes de l'État Islamique au Khorasan (EI-K, la branche régionale de Daech), qui veulent les exterminer. De même, tout Afghan ayant travaillé pour l'armée française, toute femme ayant combattu pour l'égalité des droits dans son pays, devrait être accueilli sans réserve. Si la France veut efficacement défendre des « valeurs » sur le dossier afghan, elle devrait se concentrer sur ces cas.

Mais pour Paris, la nouvelle question afghane devrait d'abord être d'ordre sécuritaire, et l'amener à se pencher sur le danger représenté par l'EI-K. C'est

parce que Daech a réussi durablement à s'implanter en Afghanistan qu'on a vu un pays comme la Russie changer son discours sur les Taliban, du rejet à l'accommodement : preuve que le danger doit être pris au sérieux.

On évoque souvent des chiffres assez limités, entre 1000 et 2000 combattants associés à l'EI-K. Mais ils sont difficilement vérifiables. Par contre, ce qu'on sait, et ce que devrait inquiéter, c'est le fait que ce groupe djihadiste a réussi à recruter parmi les déçus des Taliban : les plus radicaux bien sûr, des Taliban pakistanais, mais aussi, aujourd'hui, des anciens des forces de sécurité de l'ancien régime pro-américain... Leur capacité d'action semble se renforcer. Elle a en tout cas été largement prouvée ces derniers temps. Entre le 18 septembre et le début du mois de décembre, l'EI-K a pu mener à bien 90 attaques à l'intérieur de l'Afghanistan.

L'EI-K, par ses actions, pourrait entraîner une plus grande instabilité régionale, gênante pour les intérêts de tous, Français et Européens compris. Et il ne faudrait pas penser que cet intérêt régional fasse oublier à la branche régionale de l'État Islamique sa haine de l'Occident : des entretiens menés avec des anciens membres du groupe terroriste nous apprennent que les liens entre Daech au Proche-Orient, et l'EI-K, ont toujours été préservés, que des combattants sont passés d'une région à l'autre. Toujours selon ces entretiens, des Allemands, des Français, des Russes, vivaient dans un « village international » tenu par l'EI-K en Afghanistan, déjà, en 2017. L'EI-K a la même

« Mais une instabilité grandissante est surtout l'assurance d'une victoire des plus radicaux : une nouvelle guerre civile, de fait. »

idéologie, les mêmes ennemis que Daech en Syrie et en Irak, et la France, l'Europe en font partie. Si le groupe a l'opportunité de s'imposer de plus en plus sur une partie du territoire afghan, voire d'y recréer un « Califat », le risque terroriste contre l'Europe sera réel. La priorité de la France, et des autres pays européens, devrait être avant tout d'empêcher que cette menace djihadiste ne se matérialise.

Afghanistan : désastre humanitaire en cours, deuxième crise migratoire à venir

À côté du danger sécuritaire représenté, potentiellement, par Daech, ce qui devrait inquiéter Paris et les autres capitales européennes est le désastre économique et humanitaire vécu en Afghanistan aujourd'hui.

Le désastre annoncé est le fruit de la situation géopolitique : face à la victoire totale des Taliban, la communauté internationale, suivant les Américains, a gelé les sommes détenues par l'État afghan à l'étranger, et a supprimé ses programmes d'aide. Dans un pays où l'aide internationale représentait 75% de la dépense publique, l'impact a été fatal : pénurie d'argent liquide, flambée des prix, difficulté d'accès aux produits de première nécessité, et, de fait, une situation de famine de plus en plus répandue.

Cela aura forcément un impact politique et géopolitique. Certains peuvent cyniquement s'enthousiasmer du fait que cette situation pourrait affaiblir le pouvoir des Taliban, les faire apparaître comme incapables. Mais une instabilité grandissante est surtout l'assurance d'une victoire des plus radicaux au sein des Taliban, voire d'une fragmentation du mouvement faisant disparaître l'Afghanistan en tant que territoire unifié au profit de fiefs tenus par des chefs de guerre : une nouvelle guerre civile, de fait. Et une fragmentation qui profiterait aux groupes djihadistes comme l'EI-K.

Mais sur le plus court terme, c'est surtout la possibilité d'une nouvelle crise migratoire qu'il faut prendre en compte. Un problème qui ne pourra être géré qu'au niveau européen.

Ce serait une erreur de penser que la pression migratoire afghane, qui a continué jusqu'à aujourd'hui, restera forcément stable. Cette approche ne prend pas en compte la fatigue et l'agacement des pays qui empêchent un déferlement humain plus important vers l'Europe : le Pakistan, l'Iran, la Turquie, qui doivent gérer un nombre important de réfugiés. Les pays européens sont vus comme riches, ouverts, respectant les droits humains : c'est, après tout, ce qui a été mis en avant ces vingt dernières années, c'est ce que les Européens, auxiliaires des Américains, ont prétendu apporter sur place. Il est donc naturel, pour la prochaine vague de réfugiés, de regarder, à nouveau, vers l'Europe.

Face au possible danger sécuritaire, face à la probable pression migratoire, le dossier afghan va donc s'imposer à la France. Mais on n'a évoqué ici que ce sera, ce que devrait être, les priorités des prochains mois. Des rivalités géopolitiques à la lutte contre le trafic de drogues, sans oublier les opportunités économiques si la situation se stabilise dans ce pays, bien des sujets feront que Paris ne pourra négliger l'Afghanistan.

Bien sûr, quand on est une puissance moyenne, même avec des ambitions globales, on a, quoi qu'il arrive, des moyens financiers limités. Cela signifie qu'une bonne politique afghane de la France à l'avenir, passera forcément par un retour d'expérience sur les choix passés. On a entendu beaucoup d'attaques (faciles) contre la politique américaine depuis la chute de Kaboul aux mains des Taliban ; mais, curieusement, bien peu d'analyses critiques de la politique de la France en Afghanistan depuis le début de la « guerre contre le terrorisme ». À défaut d'un débat public sur le sujet, on peut espérer que ce travail d'introspection est fait au sein des ministères concernés.

■ Didier Chaudet



Bulletin d'abonnement

Je m'abonne à **Alters Média** (4 numéros par an, TVA 2,10 %)

- 1 an :
 - 120 € (France métropolitaine)
 - 130 € (hors France métropolitaine)

Abonnement renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation écrite un mois avant l'échéance annuelle. Règlement à réception de facture (sociétés uniquement).

- **Virement à Alters Editions**
IBAN FR76 3000 3034 2000 0430 5096 933
- **Règlement par chèque**
à l'ordre de Alters Editions

Nom :

Prénom :

Structure / Société :

Secteur d'activité :

Fonction :

Adresse Professionnelle / Personnelle :

Code Postal :

Ville :

Pays :

Téléphone :

E-mail (obligatoire) :

Date :

Signature :

À retourner à **Alters Média**
25 rue Séverine 92130 Issy les Moulineaux

Téléphone : 06 84 35 41 40

Courriel : contact@alters-media.com



Votre abonnement intégral !

ALTERS-MEDIA.COM

alters MÉDIA